

Délibération n° 2021-12-02/16

Objet : Rapport et débat d'orientations budgétaires du Port – 2022

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 02 DECEMBRE 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi deux décembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 26 novembre 2021, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise par voie électronique, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 24

Nombre de membres représentés : 4

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Julien RODIER - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés : Colette MORETEAU *pouvoir* à Brigitte RODRIGUEZ, Pascale MARCHAL *pouvoir* à Jean-Pierre RICO - Romain CASAS-MATEU *pouvoir* à Jean-Pierre RICO, Laurie BELTRA *pouvoir* à Olivier BOUDET

Absent non représenté : Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales rend obligatoire, pour les exécutifs des communes de plus de 3.500 habitants, la présentation d'un rapport d'orientations budgétaires (ROB) à l'assemblée dans les deux mois qui précèdent l'examen du budget dans le cadre du débat d'orientations budgétaires (DOB). Cette mesure est applicable aux budgets annexes.

Le document trace les grandes lignes des actions à entreprendre sur 2022, compte tenu du contexte local et national. Il est présenté au début de l'année et pose les bases du budget primitif 2022 qui sera proposé ultérieurement.

Le débat permet au Conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- De discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif ;
- D'être informé des grands équilibres budgétaires ;
- De connaître les orientations et les choix majeurs de la collectivité sur le plan financier ;

Le débat d'orientations budgétaires n'a aucun caractère décisionnel. Sa teneur doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect des dispositions législatives.

Les orientations budgétaires pour l'année 2022 pour le budget primitif du port sont retracées dans le document annexé à la note de synthèse et présenté au cours de la séance du Conseil municipal.

L'exposé de Monsieur le Maire entendu et après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal :

- A l'unanimité, dit que le rapport d'orientations budgétaires a bien été reçu par les conseillers municipaux dans les délais légaux le jour d'envoi de la convocation du présent conseil municipal.
- A l'unanimité, dit que le débat sur les orientations budgétaires 2022 s'est effectivement tenu en séance du Conseil municipal ce jour.
- Prendre acte des orientations budgétaires pour l'année 2022 pour le budget primitif du port.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 02 décembre 2021
Le Maire
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.